

COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET DES ATELIERS SOCIAUX

Convention Collective de Travail du 10 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté de la région wallonne et de la communauté germanophone

CHAPITRE Ier. CADRE JURIDIQUE

Article 1^{er}.

La présente convention de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, et de l'AR du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

CHAPITRE II. CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté en région wallonne subsidiées par l'Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées et en communauté germanophone subsidiées par la "Dienststelle fur Personen mit Behinderung"

CHAPITRE III. DEFINITIONS

Article 3

§1er. Par "travailleur" on entend : les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés tant valides que moins valides.

§2. Par "parties", on entend les organisations patronales et syndicales qui ont signé la présente convention collective de travail.

§3 Par "comité restreint", on entend le comité qui est composé des porte-parole ou de leurs délégués, des organisations signataires.

§4 Par "fonds social", on entend le fonds qui fut instauré sur la base de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence (Moniteur belge du 7 février 1958) et auquel la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations est confiée selon les modalités fixées dans l'arrêté ministériel du 20 mai 1998.

Pour les employeurs des entreprises ressortissant de la commission paritaire des entreprises de travail adapté et des ateliers sociaux agréés par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" ou par la "Dienststelle fur Personen mit Behinderung", il s'agit du "Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté", créé par convention collective de travail du 9 septembre 1997 et modifiée par les CCT des 26 mai 1998, 19 septembre 2000 et 18 décembre 2000.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
19-12-2002	- 1 -	N°
	20-05-2003	N°
		66252 140327



CHAPITRE IV. REDUCTIONS DES COTISATIONS PATRONALES DE SECURITE SOCIALE

Article 4

Le montant de la réduction de cotisations due aux employeurs est fixé semestriellement et par arrêté ministériel, sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre des Affaires Sociales.

Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est calculé comme suit :

Nombre de travailleurs effectuant minimum 22 % des prestations au cours du trimestre
x 288,18 €

Article 5

Chaque semestre à partir du 1er trimestre 2003, l'Office National de Sécurité Sociale verse au Fonds Maribel Social, la totalité du produit de la réduction des cotisations auxquelles peuvent prétendre les employeurs selon les modalités définies dans l'AR du 18 juillet 2002.

Article 6

Le fonds Maribel Social peut affecter au maximum 1,20 % des dotations attribuées aux frais de fonctionnement et de personnel propre.

Le Fonds formule les propositions d'attribution des emplois aux ETA conformément aux dispositions de l'arrêté susmentionné.

CHAPITRE V. ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EMPLOI

Article 7

Conformément à l'article 49 de l'AR du 18 juillet 2002, le produit des réductions de cotisations patronales équivalant à 241,70 euros par trimestre (Maribel social 1,2 et 3) est intégralement affecté au financement du salaire mensuel minimum garanti des handicapés tel que prévu par la CCT du 28 juin 1996 et la CCT du 21 octobre 1998 en application de la convention collective de travail n°43 du Conseil National du Travail.

Article 8

Conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 modifié par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 16 novembre 2000, un montant annuel de 1.560.000 euros est affecté au Fonds social pour le financement d'un minimum de 114 emplois équivalents temps plein, et ce sans préjudice des accords conclus entre les ETA germanophones et la "Dienststelle für Personen mit Behinderung".

Article 9

§1. Le solde restant de ce produit des réductions de cotisations patronales, à savoir 46,48 euros (Maribel social 4), doit être intégralement affecté au financement d'emplois supplémentaires dans les ETA wallonnes et germanophones.

§2. Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal, s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel Social, à condition :

- qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au Fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète ;
- que le Fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur base de critères objectifs préalablement établis et par décision motivée.

CHAPITRE VI. PROCEDURE D'INTRODUCTION DES CANDIDATURES

Article 10

La subvention Maribel Social est accordée aux employeurs qui s'engagent à réaliser une augmentation nette du volume de travail par rapport à l'année civile 2002 après examen du comité de gestion du fonds social.

Article 11

Les employeurs sollicitant une intervention financière "Maribel Social" introduisent au fonds social un acte de candidature tel qu'annexé par l'arrêté royal susmentionné.

Article 12

Le fonds social peut demander des informations supplémentaires aux employeurs en vue d'élaborer son rapport semestriel

Article 13

Les interventions financières aux emplois supplémentaires sont accordées forfaitairement après réception de l'acte de candidature ainsi que des informations relatives aux prestations trimestrielles en fonction des propositions d'attribution formulées par le Fonds Social.

Pour les entreprises de travail adapté wallonnes, l'intervention financière est cumulable avec d'autres aides à l'emploi, à l'exception des aides AWIPH, pour autant qu'elle soit limitée au coût salarial réel qui est à charge de l'employeur.

Article 14

Le modèle d'acte de candidature ainsi que la liste des documents à y joindre est fixé par le Fonds social.

CHAPITRE VII. INTERVENTION FINANCIERE ET AFFECTATION

Article 15

Le Fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des actes de candidature.

Article 16

§1. Conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 2002, les embauches doivent être réalisées au niveau de chaque ETA à un coût salarial annuel brut moyen de maximum 64.937,84 euros , charges patronales incluses. Le Fonds social peut toutefois fixer une

intervention annuelle inférieure à ce montant. L'intervention du Fonds social est par ailleurs limitée aux prestations rémunérées effectives ou assimilées.

§2. Le montant mentionné à l'article 16 §1 est indexé suivant les règles prévues par les conventions collectives de travail conclues au sein de la CP 327.

§3. Conformément à l'AR du 18 juillet 2002, il faut entendre par « coût salarial » : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont relève l'employeur.

Pour les embauches, priorité sera donnée, en outre, à des fonctions axées sur le renforcement de l'emploi des plus faibles, l'amélioration de l'organisation du travail et l'adaptation ergonomique des postes de travail, d'une part, et à des fonctions destinées à l'amélioration de l'encadrement social et commercial, d'autre part.

Le Fonds Social pour la Promotion de l'Emploi dans les Entreprises de Travail Adapté finance, en région wallonne, dans le cadre :

- de la dotation fédérale Maribel Social, quatrième tranche de la réduction patronale (46,48 €)
 1. les emplois de production à concurrence de 2.478,93 €
 2. les emplois CPE de production à concurrence de 3.098,66 €
 3. les emplois liés au renforcement de l'encadrement des handicapés les plus lourds à concurrence de 3.098,66 €.

- de la dotation régionale Maribel Social fixée par Arrêté du Gouvernement Wallon 29 avril 1999 modifié par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 16 novembre 2000 finançant trimestriellement :
 1. des emplois de production à concurrence de 2.478,93 euros
 2. des emplois d'encadrement à concurrence de 3.718,40 euros

Article 17

Les décisions et propositions du Fonds sont transmises aux ministres compétents et au président de la commission paritaire.

CHAPITRE VIII. GARANTIES D'UTILISATION INTEGRALE DU PRODUIT DE REDUCTIONS DE COTISATION A LA CREATION D'EMPLOIS.

Article 18

Chaque employeur qui bénéficie d'une intervention financière du Fonds social doit fournir chaque année, pour le 31 janvier au plus tard, un rapport détaillé audit Fonds. Un modèle de rapport sera élaboré par le Fonds social. Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions déterminées par le Fonds social.

Article 19

§1. Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants :

- le nombre total d'emplois exprimé en travailleurs pour la période de référence et la période concernée ;
- la liste nominative des emplois supplémentaires engagés grâce à l'intervention financière du Fonds social avec le régime de travail, leur fonction et leur barème.

§2. Si nécessaire, le Fonds social peut demander des informations complémentaires.

Article 20

§1. Le Fonds social établit pour le 30 juin de chaque année un rapport d'activités et le transmet au fonctionnaire dirigeant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

§2. Ce rapport contiendra au moins les éléments suivants :

- la liste des employeurs et des travailleurs qui ont bénéficié pendant toute l'année civile précédente de l'intervention financière du Fonds social ;
- le nombre de travailleurs du secteur ;
- le nombre d'employeurs du secteur ;
- la liste des employeurs qui en application de l'article 14 de l'AR du 18 juillet 2002 ont pu réduire le volume de l'emploi.

CHAPITRE IX. CALENDRIER DE REALISATION DE L'AUGMENTATION NETTE DU NOMBRE D'EMPLOIS

Article 21

Les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi sont réalisés dans les six mois qui suivent la notification de la décision d'intervention financière du Fonds social.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS FINALES ET DUREE DE VALIDITE

Article 22

La présente convention collective de travail annule et remplace la convention collective de travail du 18 décembre 2000 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté, déposée au Greffe du Service des Relations Collectives de Travail le 24 janvier 2001 et enregistrée le 9 février 2001 sous le numéro 56416/CO/3270000.

Article 23

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2002 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

HOOFDSTUK I. JURIDISCH KADER

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

HOOFDSTUK II. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen in het Waalse Gewest die gesubsidieerd zijn door het "Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées" en in de Duitstalige Gemeenschap door de "Dienststelle für Personen mit Behinderung"

HOOFDSTUK III. DEFINITIES

Artikel 3

§1. Onder "werknemer" wordt het mannelijk en vrouwelijk, valide en mindervalide werklieden- en bediendenpersoneel verstaan.

§2. Onder "partijen" worden de werkgevers- en vakorganisaties verstaan die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend.

§3. Onder "beperkt comité" wordt het comité verstaan dat is samengesteld uit de woordvoerders van de ondertekenende organisaties of hun afgevaardigden.

§4. Onder "sociaal fonds" verstaat men het fonds dat opgericht werd op basis van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid (Belgisch Staatsblad van 7 februari 1958) en aan welk het beheer van de gemutualiseerde opbrengst van de bijdragevermindering wordt toegekend volgens de modaliteiten bepaald in het ministerieel besluit van 20 mei 1998.

Voor de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen die erkend zijn door het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" of door de "Dienststelle für Personen mit Behinderung", gaat het om het "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen", opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 1997 en gewijzigd door de CAO's van 26 mei 1998, 19 september 2000 en 18 december 2000.

NEERLEGGING-DÉPOT	REGISTRATIENREGISTR.
19-12-2002	20-05-2003
	NR. Vf

66252 / 60 / 397



HOOFDSTUK IV - VERMINDERING VAN DE WERKGEVERSBIJDRAGEN INZAKE SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 4

Het bedrag van de bijdragevermindering die verschuldigd is aan de werkgevers wordt halfjaarlijks vastgesteld en bij ministerieel besluit, op voorstel van de Minister van Werkgelegenheid en van de Minister van Sociale Zaken.

De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering wordt als volgt berekend :

Aantal werknemers die minimaal 22% van de prestaties verrichten in de loop van het kwartaal x 288,18 €.

Artikel 5

Elk halfjaar met ingang van het 1^{ste} kwartaal 2003 stort de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan het Sociale-Maribelfonds de totale opbrengst van de bijdragevermindering waarop de werkgevers aanspraak mogen maken volgens de modaliteiten bepaald in het KB van 18 juli 2002.

Artikel 6

Het Sociale-Maribelfonds mag maximaal 1,20 % van de subsidies besteden aan de werkingskosten en aan eigen personeel.

Het Fonds formuleert de voorstellen inzake toekenning van de banen aan de BW overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld besluit.

HOOFDSTUK V - VERBINTENIS TEN GUNSTE VAN DE TEWERKSTELLING

Artikel 7

Overeenkomstig artikel 49 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 wordt de opbrengst van de verminderingen van de werkgeversbijdragen die gelijk zijn aan 241,70 € per kwartaal (Sociale Maribel 1, 2 en 3) integraal besteed aan de financiering van het gewaarborgd minimummaandloon van de gehandicapten zoals bepaald door de CAO van 28 juni 1996 en de CAO van 21 oktober 1998 met toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 8

Overeenkomstig het Besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 gewijzigd door het Besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000, wordt een jaarlijks bedrag van 1.560.000 euro toegewezen aan het Sociaal Fonds voor de financiering van een minimum van 114 banen voltijdse equivalenten, en dit zonder afbreuk te doen aan de akkoorden die werden gesloten tussen de Duitstalige BW en de "Dienststelle für Personen mit Behinderung".

Artikel 9

§1 Het overblijvende saldo van deze opbrengst van de verminderingen van werkgeversbijdragen, te weten 46,48 € (Sociale Maribel 4), moet integraal worden besteed aan de financiering van bijkomende banen in de Waalse en Duitstalige BW.

§2 Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit, mag een werkgever niet uitgesloten worden van het recht op de voordelen van de Sociale Maribel als hij zich ertoe verplicht ziet om het tewerkstellingsvolume te verminderen, op voorwaarde :

- dat hij voorafgaandelijk per aangetekende brief de vermindering van het tewerkstellingsvolume aangeeft aan het Sociaal Fonds, en daarbij de vermindering van het tewerkstellingsvolume uitdrukt in voltijdse equivalenten met toepassing van de vermindering die voorgesteld wordt tijdens een volledig kalenderjaar ;
- dat het Sociaal Fonds het voorstel tot vermindering van het tewerkstellingsvolume goedkeurt op basis van objectieve criteria die vooraf vastgesteld zijn en bij gemotiveerd besluit.

HOOFDSTUK VI - PROCEDURE VOOR HET INDIENEN VAN DE KANDIDATUREN

Artikel 10

De Sociale-Maribelsubsidie wordt toegekend aan de werkgevers die zich ertoe verbinden een netto stijging van het arbeidsvolume te realiseren ten opzichte van het kalenderjaar 2002 na onderzoek van het beheerscomité van het sociaal fonds.

Artikel 11

De werkgevers die een financiële tegemoetkoming "Sociale Maribel" aanvragen dienen bij het sociaal fonds een akte van kandidaatstelling in zoals bijgevoegd door bovenvermeld koninklijk besluit.

Artikel 12

Het sociaal fonds mag aan de werkgevers bijkomende informatie vragen teneinde zijn halfjaarlijks verslag uit te werken.

Artikel 13

De financiële tegemoetkomingen voor de bijkomende banen worden forfaitair toegekend na ontvangst van de akte van kandidaatstelling alsook van de informatie betreffende de trimestriële prestaties in functie van de toekenningsvoorstellen die geformuleerd werden door het Sociaal Fonds.

Voor de Waalse beschutte werkplaatsen mag de financiële tegemoetkoming worden gecumuleerd met andere tewerkstellingssteun, met uitzondering van de steun van het AWIPH, voor zover deze beperkt is tot de reële loonkosten die ten laste van de werkgever zijn.

Artikel 14

Het model van de akte van kandidaatstelling alsook de lijst van de documenten die er moeten worden aan toegevoegd wordt vastgesteld door het Sociaal Fonds.

HOOFDSTUK VII - Financiële tegemoetkoming en bestemming

Artikel 15

Het Sociaal Fonds bepaalt de criteria die in rekening moeten worden genomen voor de goedkeuring van de akten van kandidaatstelling.

Artikel 16

§1. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2002 moeten de **aanwervingen** worden **verwezenlijkt** op het niveau van **elke** instelling met jaarlijkse bruto gemiddelde loonkosten van maximaal 64.937, 84 €, werkgeverslasten inbegrepen. Het Sociaal Fonds kan echter een jaarlijkse tegemoetkoming vaststellen die **lager ligt** dan dit bedrag. De tegemoetkoming van het Sociaal Fonds is overigens beperkt tot de effectieve of gelijkgestelde bezoldigde prestaties.

§2 Het bedrag dat vermeld is in artikel 16 §1 wordt **geïndexeerd** volgens de regels bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in PC 327.

§3 Overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2002 moet onder "loonkosten" worden **verstaan** : het **brutoloon** van de werknemer, **verhoogd** met de werkgeversbijdragen **inzake sociale zekerheid**. Het brutoloon **omvat** het loon alsook alle vergoedingen en voordelen die verschuldigd zijn aan de werknemer door of **krachtens** wettelijke of réglementaire bepalingen alsook de vergoedingen en voordelen die verschuldigd zijn krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten werden in het paritair orgaan waartoe de werkgever behoort.

Bij de aanwervingen **zal** bovendien voorrang worden gegeven aan **functies** die gericht zijn op de versterking van de tewerkstelling van de zwakkeren, de verbetering van de arbeidsorganisatie en de ergonomische aanpassing van de werkposten, enerzijds, en aan functies die bestemd zijn voor de verbetering van de sociale en commerciële omkadering anderzijds.

Het Sociaal Fonds voor de Bevordering van de Tewerkstelling in de Beschutte Werkplaatsen financiert, in het Waalse Gewest, in het kader :

* van de fédérale Sociale-Maribelsubsidie, vierde schijf van de **werkgeversvermindering** (46,48 €)

1. de productiebanen ten belope van 2.478,93 €
2. de SBO-productiebanen ten belope van 3.098,66 €
3. de banen die gekoppeld zijn aan de versterking van de omkadering van de zwaarst gehandicapten ten belope van 3.098,66 €.

* van de gewestelijke Sociale-Maribelsubsidie vastgesteld bij Besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 gewijzigd door het Besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 ter financiering per kwartaal :

1. van de productiebanen ten belope van 2.478,93 euro
2. van de **omkaderingsbanen** ten belope van 3.718,40 euro

Artikel 17

De besluiten en voorstellen van het Fonds worden aan de bevoegde ministers en aan de voorzitter van het paritair comité bezorgd.

HOOFDSTUK VIII. WAARBORGEN INZAKE INTEGRALE BESTEDING VAN DE OPBRENGST VAN DE BIJDRAGEVERMINDERINGEN AAN HET SCHEPPEN VAN BANEN

Artikel 18 Elke werkgever die een financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds geniet moet elk jaar, uiterlijk tegen 31 januari, een gedetailleerd verslag bezorgen aan dit Fonds. Een model van dit verslag zal worden uitgewerkt door het Sociaal Fonds. De niet-naleving van deze bepalingen zal aanleiding geven tot sancties die worden bepaald door het Sociaal Fonds.

Artikel 19

§1 Dit verslag moet ten minste de volgende elementen omvatten :

- het totaal aantal banen uitgedrukt in werknemers voor de referentieperiode en de betrokken periode ;
- de nominatieve lijst van de bijkomende werknemers die werden indienstgenomen dankzij de financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds met het arbeidsstelsel, hun functie en hun loonschaal.

§2 Indien nodig mag het Sociaal Fonds aanvullende informatie vragen.

Artikel 20

§1 Het Sociaal Fonds stelt elk jaar tegen 30 juni een activiteitenverslag op en bezorgt dit aan de leidend ambtenaar van de Fédérale Overheidsdienst voor Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

§2 Dit verslag zal ten minste de volgende elementen omvatten :

- de lijst van de werkgevers en van de werknemers die tijdens het volledige vorige kalenderjaar de financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds hebben genoten ;
- het aantal werknemers van de sector ;
- het aantal werkgevers van de sector ;
- de lijst van de werkgevers die, met toepassing van artikel 14 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 het tewerkstellingsvolume hebben kunnen verminderen.

HOOFDSTUK IX - PLANNING INZAKE DE VERWEZENLIJKING VAN DE NETTO VERHOOGING VAN HET AANTAL BANEN

Artikel 21 De nieuwe indienstnemen en de verhoging van het globale tewerkstellingsvolume worden verwezenlijkt binnen zes maanden na de kennisgeving van de beslissing tot financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds.

D

HOOFDSTUK X - SLOTBEPALINGEN EN GELDIGHEIDSDUUR

Artikel 22

Deze collectieve arbeidsovereenkomst annuleert en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2000 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen, neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen op 24 januari 2001 en geregistreerd op 9 februari 2001 onder het nummer 56416/CO/3270000.

Artikel 23

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan door elke parti) worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend per ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen.